SELLAL À L'ADRESSE DES WALIS :

«La fermeture des restaurants et des débits de boissons doit cesser»

Abdelmalek Sellal casse un tabou de taille : «Cette histoire des arrêtés du wali pour la fermeture des restaurants, c'est fini ! Ces décisions intempestives doivent cesser. Il y a une réglementation à respecter, certes, mais c'est tout.» Le Premier ministre s'exprimait, ainsi, devant l'ensemble des walis qu'il réunissait, hier, au Palais des Nations à Club-des-Pins, à Alger.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «C'est inadmissible que l'on ordonne la fermeture des restaurants ou les cafés à partir de 21 h». Mais pas seulement. Pour être mieux compris, il précisera : «Même les débits de boissons alcoolisés.» Il faut dire en effet que certains walis, par conviction ou excès de zèle, font d'énormes concessions à l'islamisme qui gangrène bien des secteurs depuis quelques années. «Il faut créer de la convivialité. Il faut laisser les gens respirer», ajoutera Sellal. Puis, ironique, il ajoutera : «Il faut créer de l'animation. Comment voulez-vous qu'il y ait de la sécurité si vous obligez les restaurants et autres à fermer ? Laisser les gens se défouler et se détendre, comme ça ils ne feront plus de politique ni ne s'adonneront à la manif ou la casse.»

La transition est vite faite avec la saison estivale qui s'ouvre d'ailleurs. «Nos plages, ajoutera le chef de l'exécutif, c'est juste du sable et de l'eau, et encore ! Créez-y de l'animation, prévoyez des spectacles, de la musique, etc. Il faut qu'on change nos mentalités». Il était temps en effet que l'islamisme rampant trouve une haute autorité publique en face !

Dans son discours improvisé devant les walis, hier, Sellal évoquait également un autre fléau dont peu, à ce niveau de responsabilité du moins, parlent : la saleté. «C'est bien beau de parler d'environnement, mais il est plus pratique de commencer à nettoyer d'abord devant chez soi.»

Le problème des déchets et des décharges sauvages sera d'ailleurs longuement traité lors de cette réunion. Sellal, qui a ordonné aux walis de réunir les présidents d'APC dès la semaine prochaine, chacun à son niveau, pour se pencher sur toutes les questions, a, par ailleurs, annoncé que le gouvernement va doter chaque wilaya d'un incinérateur.

«Passez outre la bureaucratie. Prenez des initiatives et je vous couvre»

Outre les questions immédiates, liées à la préparation du mois de Ramadan, de la saison estivale en particulier, cette réunion gouvernement-walis était l'occasion pour Sellal de revenir sur ses priorités, économiques notamment. «Le défi majeur aujourd'hui pour nous, c'est de faire retrouver à l'Algérie son assise et sa base industrielle». Pour cela, il insistera sur le partenariat avec des étrangers. «Il faut que l'exemple de Relizane qui vient de réaliser deux importants projets dans le textile en partenariat avec les Turcs soit suivi partout. C'est une bataille qu'il nous faut remporter. Il nous faut aller très vite et casser tous les verrous.» Et le verrou le plus hermétique qui soit, la bureaucratie, a été dénoncé avec violence par le Premier ministre.

Photo : NewPress

Sellal revient sur ses priorités économiques.

«Il faut liquider la bureaucratie ! C'est un mal plus dangereux que le cancer. C'est quoi ces histoires, comme l'ANDI qui a fini par "administrativer" si j'ose dire l'acte d'investir ?» Il prend pour exemple, la zone industrielle de la wilaya d'El Bayadh. «Ce projet a été inscrit en…1980 ! Vous vous rendez compte ? J'ai dit au wali, qui évoquait ces histoires de bureaucratie et de multiples contraintes administratives, de passer outre et je vous couvre.» Il insista sur cette question.

En direction de l'ensemble des walis, il s'engage en effet : «Prenez des initiatives ! Il nous faut faire feu de tout bois. Dès lors qu'il s'agit de l'intérêt national, passez outre cette bureaucratie et vous êtes couverts !» Prenant à témoin le ministre de l'Industrie, il donne un exemple parfait de bureaucratie : «Si Chérif (le ministre, NDLR) m'a appris récemment que pour la création d'une entreprise, notre réglementation prévoit 39 dossiers ! C'est inadmissible ! On demande à l'investisseur une copie de sa carte nationale, son extrait de naissance à lui, celui de son père, de sa mère de son grand-père et je ne sais quoi encore ! Tout cela doit cesser. Et c'est de cela que je parle quand je vous dis de passer outre. Il faut que tout le monde sache définitivement que l'entreprise est au cœur du développement du pays. C'est cela l'essentiel, pas les slogans. Cette chanson de "développement ou d'économie hors hydrocarbures", nous l'écoutons depuis 1962 et nous avons même grandi avec ! Moi je suis quelqu'un de pragmatique. Le développement se fera aussi avec les hydrocarbures mais il nous faut faciliter l'acte d'investir. En finir avec la bureaucratie.» Une vision des choses que Sellal veut étendre à tous les secteurs.

Le logement, par exemple. «Plus de 177 000 unités de logements sont finies et n'attendent qu'à être distribuées. Alors faites-le !» ordonne-t-il à l'ensemble des walis. «Et faites-le avant septembre ! Moi je ne comprends pas que l'on construise des logements sans les distribuer. Pour peu que vous faites les choses dans la transparences, vous n'avez rien à craindre. Vous avez la prérogative de le faire.» Abdelmalek Sellal, qui précisait qu'en septembre prochain, il sera question d'une rencontre «qui dépasse la tripartite», a annoncé également une autre réunion avec les walis pour le même mois de septembre. «Nous avions l'intention de réunir autour du Président Bouteflika l'ensemble des présidents d'APC et de chefs de daïra. C'est toujours à l'ordre du jour», a-t-il révélé enfin, sans pour autant préciser si ladite réunion sera présidée par lui-même ou par Bouteflika.

K. A.

HICHEM ABOUD INTERDIT DE QUITTER LE TERRITOIRE NATIONAL

«J'accuse Saïd Bouteflika»

Le directeur des quotidiens *Mon Journal* et *Jaridati*, Hichem Aboud, a été refoulé de l'aéroport international d'Alger hier matin. Il devait se rendre en Tunisie pour participer à une émission de télévision lorsque les services de la police des frontières lui ont signifié qu'il n'était pas autorisé à quitter le territoire national.

Il y a quelques semaines, les deux journaux de Hichem Aboud avaient publié une information relative à une grave détérioration de l'état de santé de Bouteflika.

Sommé par les autorités de retirer les articles, Hichem Aboud avait alors décidé de ne pas procéder au tirage de ces éditions.

Le lendemain, le parquet général avait engagé des poursuites judiciaires contre Hichem Aboud. Le communiqué du parquet évoquait ainsi des accusation «d'atteinte à la sécurité de l'Etat, à l'unité nationale et à la stabilité et au bon fonctionnement des institutions».

Hichem Aboud, qui se trouvait alors en France où il avait participé à nombre d'émissions de télévision, était par la suite rentré à Alger où il a dirigé la commémoration du 1er anniversaire de la parution de *Mon Journal* et *Jaridati.*

Lors d'une conférence de presse animée hier, il a clairement pointé du doigt celui qu'il considère comme étant à l'origine de la mesure d'interdiction de sortie du territoire national. Pour Hichem Aboud, il s'agit du frère du Président, Saïd Bouteflika, qu'il accuse d'être aussi derrière la mesure d'interdiction de publicité pour ses journaux.

Elargissant l'accusation contre Saïd Bouteflika, il dira, lors d'une conférence de presse animée hier, que l'Algérie est dirigée par le frère du Président. Il se propose d'ailleurs de publier un livre sur celui-ci.

Réagissant à cette situation, le parti Jil Jadid de Soufiane Djillali considère que «les Algériens pensaient qu'avec l'apparition à la télévision de quelques images du Président, le pouvoir allait s'amender des mensonges proférés sur son état de santé et qu'il allait essayer d'apaiser la situation politique en vue des futures échéances qui attendent le pays. Malheureusement, l'appareil judiciaire est réactivé, encore une fois, à l'encontre de ceux qui recherchent la vérité mais non pas contre ceux qui ont dilapidé, détourné et ruiné les entreprises du pays et les deniers publics.

H. M.

LE PRÉSIDENT D'EL KARAMA ET LA SANTÉ DE BOUTEFLIKA :

«Il faut laisser du temps au temps»

Pour le président du parti El Karama, la santé du président de la République n'est pas aussi critique que la présentent certains, et invite tout le monde à «laisser du temps au temps».

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Mohamed Benhamou a donné l'impression d'être moins sûr qu'il y a quelques semaines.

Hier, lors d'une conférence de presse, il a dit souhaiter un second tour à la prochaine élection présidentielle pour donner une belle leçon de démocratie à tous ceux qui, de l'extérieur, «n'attendent que le bon moment pour agir, surtout que le pays est dans l'œil du cyclone pour avoir manqué à la vague du printemps arabe».

Autrefois quasi sûr d'un second tour, le patron d'El Karama semble avoir perdu de son assurance ; ses «sources» l'ayant apparemment induit en erreur.

Ce revirement, il le met sur le compte d'un «affinement» des positions du parti, Benhamou avancera le fait que nombre de candidatures sont annoncées ici et là, citant Hamrouche, Benflis et autre Ibrahimi.

Cette présidentielle, l'ex-cadre du FNA la veut calendaire et pas anticipée, lui qui se dit carrément contre l'application de l'article 88 de la Constitution.

«Il faut laisser du temps au temps et ne pas précipiter les choses», s'est-il défendu, lui pour qui les institutions du pays fonctionnent «normalement» puisque «le Premier ministre et certains de ses ministres remplissent convenablement les missions qui sont les leurs.»

Photo : DR

Benhamou souhaite un second tour à la prochaione élection présidentielle.

Seulement quelques ministres car Benhamou invitera certains chefs de départements ministériels, citant ceux du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, de la santé, de la population et de la réforme hospitalière, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, à démissionner, au vu de la grogne des travailleurs de ces trois secteurs-clés de l'activité nationale.

Seule certitude que Benhamou a ressassée, celle de l'impossibilité pour le Président convalescent de briguer un quatrième mandat de suite, le troisième en cours étant, selon lui, celui de «trop».

Aussi, et concernant ce rendez-vous électoral capital, El Karama pourra y prendre part, soit avec son propre candidat, qui ne saurait être autre que Benhamou, ou en appuyant un candidat qui aurait fait le consensus d'autres partis.

Le conférencier s'est dit contre le fait que le prochain candidat à la présidentielle se doit d'être président d'un parti politique, comme préconisé par un chef de parti.

M. K.